

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Luanda, 27-28 novembre 2015

Déclaration sur le changement climatique et COP 21

Original : anglais

Suite aux débats sur le changement climatique et le Sommet COP21 lors de la réunion du Conseil de l'Internationale socialiste à Luanda, les participants ont reconnu l'acceptation grandissante du changement climatique comme la plus grande menace pour l'avenir de l'humanité, et la nécessité d'une action urgente et significative de la part de tous les pays du monde. Le sommet de Paris pourrait bien être la dernière chance d'éviter une catastrophe mondiale et le Conseil a présenté la vision de l'Internationale socialiste pour un accord universel et contraignant, des engagements communs, des exigences différenciées et des objectifs précis, en demandant :

1. Des objectifs plus ambitieux concernant les émissions, pour limiter la hausse des températures dans le monde à 2°C :
2. Un résultat axé sur la justice climatique ;
3. Le financement du Fonds vert pour le climat jusqu'en 2020 et au-delà ;
4. Une assistance supplémentaire pour des mesures d'adaptation dans les pays souffrant déjà des effets du changement climatique ;
5. La fin des subventions aux combustibles fossiles ;
6. Une action concertée pour réduire les émissions de la déforestation et de la dégradation des forêts ;
7. Des initiatives en faveur d'une agriculture plus efficace et d'une consommation responsable ;
8. L'introduction d'une taxe mondiale sur le carbone ;
9. Un accord sur le climat en harmonie avec les Objectifs mondiaux ;
10. Un système robuste de mesure, notification et vérification des progrès en direction des objectifs de réduction des émissions.
11. L'Internationale socialiste, ses partis membres et les participants au Conseil prendront des mesures pour réduire leur propre impact environnemental.
12. Les représentants des partis membres de l'IS doivent prendre les devants à Paris.

1. Les engagements actuels ne sont pas suffisants

L'ONU a reçu les objectifs de réduction d'émissions sous forme de contributions prévues déterminées au niveau national (INDC) des pays responsables de plus de 90 pour cent des émissions mondiales, ce qui indique la volonté de la part de la majorité des pays et gouvernements à œuvrer pour trouver un accord mondial à Paris. Mais les promesses faites sont seulement suffisantes pour limiter l'augmentation des températures dans le monde à 2,7° - 3°C, un niveau bien supérieur à l'objectif de 2°C défini dans l'accord de Copenhague. Le niveau d'ambition doit être relevé et l'accord éventuellement signé à Paris doit inclure au minimum des mécanismes de révision à la hausse des objectifs d'émissions si nous voulons avoir la moindre chance de respecter l'objectif de 2°C pour l'augmentation des températures dans le monde. Ceci exige d'établir un cycle de cinq ans dans le cadre duquel les pays auront l'obligation de renforcer leurs engagements, pour introduire des réductions d'émissions progressivement plus strictes. Les pays doivent compléter leurs engagements par le développement et l'adoption de « Deep Decarbonization Pathways » afin de garantir un avenir zéro carbone pour la planète.

2. Justice climatique et responsabilités communes mais différenciées

Le principe de la justice climatique vient de notre propre mouvement et a toujours été au cœur de notre politique climatique. L'IS continue à soutenir le principe des responsabilités communes, mais différenciées, en reconnaissance du devoir des pays développés à faire plus et à aller plus loin dans

leurs engagements à cause de leur responsabilité historique pour les émissions de gaz à effet de serre.

3. Financement et le Fonds vert pour le climat

Un obstacle potentiel pour des objectifs ambitieux est le problème du financement. Le Fonds vert pour le climat, qui crée une réserve financière pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation, est donc un élément crucial de tout accord sur le climat. Bien que des mesures importantes aient été prises pour obtenir le financement initial du Fonds, le total des engagements est cruellement insuffisant et les accords atteints à Lima et à la COP20 ne définissent pas de délais clairs pour l'augmentation des fonds. L'écart entre le montant actuellement engagé et les 100 milliards de dollars par an promis après 2020 doit être comblé. L'absence d'une voie claire a été interprétée par certains partenaires dans les pays en développement comme le signe d'un manque d'engagement envers le Fonds de la part des parties de l'Annexe I. En l'absence de progrès significatifs, les négociations à Paris se dérouleront dans un climat de méfiance de la part des pays qui dépendront de ces fonds dans les années à venir. Un accord sur la provenance du financement à partir de 2020 est donc indispensable pour obtenir un accord ayant le niveau d'ambition nécessaire.

4. Aide supplémentaire à l'adaptation lorsqu'elle est déjà nécessaire

Il est important de reconnaître que les effets du changement climatique se font déjà ressentir dans de nombreux pays, et de manière disproportionnée dans les économies les moins développées du monde. Il est donc nécessaire de s'assurer qu'un financement adéquat sera accordé non seulement à l'atténuation du changement climatique, mais aussi à l'adaptation. La nécessité regrettable d'investir dans des mesures coûteuses pour atténuer les effets du changement climatique dans les zones vulnérables doit servir d'avertissement comme quoi un manquement à agir maintenant, quand il reste une chance d'éviter un changement climatique extrême, entraînera des coûts bien plus élevés à long terme.

5. Fin des subventions aux combustibles fossils

Si l'on veut atteindre les objectifs de réduction des émissions de carbone, il est impératif de mettre fin à notre dépendance sur les combustibles fossiles. Pour cela, il faudra commencer le processus d'abolition systématique de toutes les subventions aux combustibles fossiles qui encouragent la surconsommation d'énergie et sont un grand obstacle au progrès. Il doit s'agir d'un processus soigneusement géré et mis en œuvre de manière à ne pas gêner le développement. Le but doit être de remplacer le subventionnement des combustibles fossiles par le subventionnement des énergies propres par le biais d'investissements dans l'économie verte, qui auront des avantages à long terme au plan économique et environnemental.

6. Réduire les émissions de l'exploitation forestière (REDD+)

L'accord atteint à la COP21 doit introduire des réductions des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs, y compris la déforestation et la dégradation des forêts, qui représentent pratiquement 20 pour cent du total mondial. Nous réaffirmons notre soutien du mécanisme REDD+, dont le but est de créer une valeur financière pour le carbone emmagasiné dans les forêts, et d'offrir des incitations aux pays en développement pour réduire les émissions provenant des terres boisées par le biais d'investissements dans des voies pauvres en carbone afin d'obtenir un développement plus durable. REDD+ inclut aussi le rôle de la protection, de la gestion durable des forêts et de l'amélioration des stocks en carbone des forêts.

7. Réduire les émissions de l'agriculture

La réduction des émissions de l'agriculture a un avantage environnemental significatif car ce secteur est directement responsable de plus de 10 pour cent du total des gaz à effet de serre produits par les activités humaines. Les mesures de réduction des émissions peuvent aussi améliorer l'efficacité, ce qui aura une incidence sur les coûts et permettra de réaliser des économies. Il faut également travailler sur la sensibilisation du public à l'importance des émissions provenant de la production des aliments que nous consommons, pour que les consommateurs puissent faire des choix meilleurs et plus respectueux de l'environnement.

8. Une taxe mondiale sur le carbone

Une taxe mondiale sur le carbone encouragerait les gouvernements, entreprises et citoyens à réduire leur dépendance aux ressources émettrices de carbone. Le produit de cette taxe pourrait être utilisé de manière extrêmement utile pour réduire le coût de l'énergie venant d'autres sources, pour financer les mesures d'atténuation du changement climatique et de l'adaptation, et pour encourager un développement durable comme moyen de mettre fin à la pauvreté. Créer une relation entre le coût carbone des aliments que nous consommons et leur coût monétaire serait aussi un outil efficace pour encourager l'adoption d'habitudes alimentaires plus durables au plan environnemental.

9. Un résultat qui reflète les Objectifs mondiaux

Notre vision d'un avenir durable inclut aussi la réalisation des objectifs du développement durable convenus lors du Sommet des Nations unies pour le développement durable à New York en septembre dernier. La réalisation des objectifs sur l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités, l'obtention de l'égalité des sexes et la construction d'un monde plus sûr va de pair avec la volonté de lutter contre le changement climatique qui peut exacerber de nombreuses difficultés rencontrées par le monde en développement.

10. Mesure, notification et vérification

Les tentatives précédentes pour trouver un accord se sont heurtées à des difficultés, en partie à cause d'un manque de confiance quant à la sincérité des pays dans leurs engagements à réduire les émissions. C'est pourquoi un robuste système de mesure, de notification et de vérification (MNV) est nécessaire. Lorsque les pays dont l'économie est en développement n'ont pas de capacités suffisantes pour mesurer de manière efficace et précise, les ressources et l'expertise technologiques et logistiques doivent être partagées afin d'obtenir un système MNV.

11. Responsabilité individuelle

Le Conseil de l'IS estime que la lutte pour éviter un changement climatique irréversible est importante au plan personnel, politique et gouvernemental. C'est pourquoi les partis membres de l'IS affirment leur détermination de prendre des mesures concrètes pour réduire leur impact sur l'environnement et d'encourager leurs membres à en faire de même. Notre mouvement pourra ainsi diriger par l'exemple dans ses actions ainsi que dans ses politiques. Dans cette optique, l'Internationale socialiste cherchera à réduire l'impact environnemental de ses propres réunions en explorant des manières de réduire l'utilisation de supports imprimés grâce à la distribution électronique des documents.

12. Prendre les devants à la COP21

En l'absence d'engagements forts à Paris, l'avenir de la planète semble bien sombre. Nous sommes convaincus qu'en respectant la structure ci-dessus COP21 peut représenter le moment où le monde s'unit pour évoluer vers une société mondiale durable. Le Conseil demande donc tout particulièrement aux partis membres de l'IS qui gouvernent d'œuvrer sans relâche durant cette conférence pour obtenir un résultat bâti sur des idéaux social-démocrates.
